



Guerre et démocratie au Proche-Orient : pourquoi les Israéliens ne se mobilisent plus pour la paix et les droits de l'homme ?

Projet de recherche conduit par [Samy Cohen](#), directeur de recherche Sciences Po – CERI et supporté financièrement par la direction scientifique de Sciences Po

Septembre 1982 : le massacre de Sabra et Chatila fait plusieurs centaines de morts (700 à 800 selon la commission d'enquête du juge Kahane). Ce drame est immédiatement suivi par une **manifestation de protestation** qui rassemble **400.000 citoyens** israéliens.

Décembre 2008-Janvier 2009 : l'opération « Plomb durci » menée par Tsahal dans la bande de Gaza fait 1.300 morts, dont plus de 900 civils (selon l'ONG B'tselem). Elle n'est suivie d'**aucune réaction** particulière de la part de la société civile israélienne.

Au contraire, elle semble protégée par une union sacrée défendant l'«armée la plus morale au monde». Des personnalités de gauche, militant pour la paix, en arrivent même à qualifier de «traître à la cause de la paix» tout Israélien qui s'y opposerait. Les voix critiques, comme celle du quotidien Haaretz, sont ultra-minoritaires. Une campagne sans précédent est menée contre des ONG, accusées d'avoir alimenté la commission d'enquête de l'ONU sur les crimes de guerre. Des pressions sont exercées pour empêcher des soldats de témoigner. 79 % de la population juive israélienne se dit favorable à des punitions sévères contre des journalistes qui dévoileraient des « actes immoraux » de l'armée. La remise en cause des droits de l'homme devient juste et leurs défenseurs sont perçus comme des « traîtres à la patrie ». Ainsi, les atteintes aux populations civiles ne sont plus considérées comme un tabou.

Que s'est-il passé durant ce quart de siècle pour que des opérations similairement meurtrières suscitent des réactions si différentes ? Pourquoi les Israéliens ne manifestent-ils plus comme ils l'ont fait dans le passé pour la paix et les droits de l'homme? Pourquoi s'émeuvent-ils si peu des lourdes pertes subies par les habitants de Gaza ? Pourquoi le potentiel protestataire, le mouvement « La paix maintenant » et la gauche militante se sont-ils autant affaibli ?

C'est à ces questions que souhaite répondre ce projet de recherche. Il veut contribuer à la compréhension des évolutions de la société israélienne face au conflit israélo-palestinien et à la compréhension des difficultés auxquelles se heurte son règlement.

Il s'intéresse à ses dimensions tant nationales qu'internationales et se situe au croisement de plusieurs disciplines : stratégie, histoire, sociologie et pensée politique. Enfin, il s'insère dans le courant des « Middle-Eastern Studies » particulièrement développées aux Etats-Unis.

La démarche

Comme pour conduire tout projet de recherche, il nous faut d'abord formuler des hypothèses, esquisser des pistes, en s'appuyant notamment sur la littérature existante. Les confronter ensuite à la réalité, aux témoignages, aux enquêtes. C'est à l'issue de cette



confrontation que notre compréhension du monde peut progresser, quand bien même le résultat consisterait à formuler de nouvelles hypothèses, à ouvrir de nouvelles pistes de recherche.

Il nous faudra donc examiner plusieurs hypothèses :

1 - Le mouvement d'opposition au massacre de Sabra et Chatila n'était pas aussi puissant que la manifestation qui l'a suivi peut le laisser croire.

On peut en effet estimer qu'une vraie gauche humaniste n'existe pas en Israël. La gauche sioniste traditionnelle (les travaillistes) est une gauche patriotique et nationale. Ses dirigeants politiques les plus notoires, David Ben Gourion, Moshé Dayan, Golda Méir, Izthak Rabin, Shimon Peres, Ehud Barak, sont des pragmatistes et se sont toujours méfiés des Arabes. Certains n'hésitaient pas à manifester le mépris que leur inspiraient ces derniers. D'ailleurs le mouvement « La paix maintenant » n'a rien d'une gauche radicale et pacifiste. Il est également composé de patriotes, de sionistes épris de paix, tiraillés entre la fidélité à leur camp et leur soutien aux Palestiniens. A la première épreuve - la première Intifada - ce mouvement se fissure. Une partie se range derrière la bannière du sionisme et une autre maintient sa posture de lutte pour la paix aux côtés des Palestiniens.

2 – Sur le plan sécuritaire, le choc provoqué par la seconde Intifada, s'il est bien réel, ne suffit pas à justifier cette évolution

Une des explications les plus fréquemment avancées renvoie au choc provoqué par la seconde Intifada (2001-2004) qui a fait un millier de morts en Israël.

Les études d'opinion montrent en effet une « droitisation » de la société israélienne depuis 2001. L'échec des négociations de camp David, l'éclatement de la seconde Intifada et la vague des attentats-suicide ont affaibli le camp de la paix qui s'estime avoir été trahi par ceux-là même dont ils avaient défendu la cause. Nombre de militants de la paix se sentent obligés à faire profil bas pour faire oublier leur « erreur ». Certains même basculent à droite.

Mais aussi importante soit-elle, cette explication ne suffit pas à elle seule à expliquer le manque d'empathie à l'égard des victimes civiles lors de « Plomb Durci ».

En effet, les attentats meurtriers des années 2001-2004 n'ont pas fait disparaître les mouvements protestataires dans l'immédiat : l'association de soldats « Breaking the Silence » émerge en 2004. B'tselem et quelques autres ONG de droits de l'homme continuent à jouer un rôle important plusieurs personnalités continuent alors à œuvrer en faveur de la paix.

Il faut donc étudier de plus près les questions sécuritaires et la façon dont elles ont façonné la société israélienne durant toute la période.

En 1982, la société israélienne est parcourue par un mouvement anti-guerre avant même le massacre de Sabra et Chatila. En juin, une grande manifestation anti-guerre a déjà eu lieu, réunissant environ 100 000 personnes. La grande mobilisation qui a suivi Sabra et Chatila s'inscrit donc dans ce mouvement. Elle était portée par le mouvement « La paix maintenant », qui s'était créée en 1978. Il s'agissait de faire pression sur le gouvernement de Menahem Bégin afin qu'il signe la paix avec l'Egypte tout en s'opposant à l'occupation et à la colonisation. C'est dans ce contexte qu'intervient le « choc moral » que constitue le massacre de Sabra et Chatila. L'opinion publique prend conscience que la guerre au Liban ne s'imposait pas.



Et si, en 2008, en revanche, l'opinion publique est dominée par une logique de guerre et se méfie de toute initiative de paix, il ne faut pas seulement l'attribuer à la seconde Intifada. L'opinion publique est aussi humiliée et meurtrie par la guerre du Liban de Juillet 2006. Elle a perdu confiance dans la capacité de la direction palestinienne à faire respecter un éventuel accord de paix. Son durcissement à chaque fois serait consécutif à un espoir déçu et à la frustration qui s'en suit : déception suite aux accords d'Oslo ; frustration consécutive à l'espoir né du désengagement de Gaza en 2005. La déshumanisation de l'autre se ferait jour dès lors que tout espoir de paix s'évanouit.

3 - Les transformations de la société israélienne et de son armée peuvent également expliquer ces évolutions

Les immigrations successives de l'ex-URSS, d'Ethiopie, la montée des forces religieuses ont modifié le paysage sociologique et politique, renforçant l'attachement aux valeurs de droite.

4 – Les impératifs moraux seraient mis au second plan lorsque la société israélienne se sent menacée.

Les « valeurs universelles », les questions liées à la morale et aux droits de l'homme ont longtemps occupé une grande place dans les discours des dirigeants politiques et militaires israéliens ainsi que dans la littérature sur la morale et le judaïsme. Descendants des victimes de la Shoah, les Israéliens, dans leur grande majorité, se sont toujours perçus comme profondément humains, bien au-dessus de leurs voisins arabes, comme faisant partie de « la seule démocratie au Proche-Orient ». Rien ne devrait, selon eux, permettre de mettre en doute cette vérité d'évidence. Dans ce conflit, ils se perçoivent toujours comme étant les seules et vraies victimes.

L'hypothèse faite ici - avec la plus grande prudence - est que ce qu'on appelle les « valeurs universelles » (humanisme, droits de l'homme, etc.), ce que Kant qualifiait de devoir moral, par essence inconditionnel, et d'« impératif catégorique », ne tiennent pas une place dominante dans la société israélienne. Celle-ci a toujours été confrontée à la dialectique humanisme/ particularisme. Dans les moments de guerre ou de grande tension aux frontières, réapparaît la peur d'une seconde Shoah. Le sentiment patriotique, le culte de la force et de la virilité reprennent le dessus.

Intérêt et faisabilité:

Des missions exploratoires de terrain m'ont permis d'interroger plus d'une vingtaine de témoins. Ces entretiens m'ont conforté sur l'utilité, l'intérêt et la faisabilité de ce projet. A ma connaissance aucune étude spécifique sur l'évolution du rapport de l'opinion publique israélienne à l'éthique depuis ces vingt-trente dernières années n'a été entreprise. Aucune étude n'existe sur l'indifférence de l'opinion publique à l'égard des pertes civiles palestiniennes, notamment lors de « Plomb Durci ».

Méthodologie : Cette recherche se fondera sur une pluralité de données et de sources:

- **Les données d'enquêtes** effectuées par le Steinmitz Center for Peace de l'université de Tel-Aviv, celles du « War and Peace-Index » du Israeli Democracy Institute de Jérusalem mais aussi celles fournies par les expériences du psychologue Daniel Bar-Tal, dont les



travaux sur la peur, la perception de la menace, l'absence de sens critique à l'égard du discours des dirigeants politiques, lorsqu'il s'agit du conflit israélo-palestinien, font autorité. On s'appuiera également sur les enquêtes effectuées par la psycho-sociologue Michal Shamir de l'université de Tel-Aviv. On prendra aussi en considération l'*Index of Arab-Jewish Relations in Israel* et les enquêtes du Harry S. Truman Institute for the Advancement of Peace de l'université hébraïque de Jérusalem.

- **Les sources primaires** : archives personnelles de témoins et d'acteurs. Des entretiens approfondis en Israël auprès de chercheurs et d'universitaires, d'hommes et de femmes politiques au niveau national et local, de journalistes et de représentants d'ONG, spécialisés dans l'analyse des transformations de la démocratie israélienne. Des entretiens seront conduits auprès d'un panel d'une vingtaine de militants et d'organiseurs de mouvements de la paix du début des années 80. Ces entretiens auront pour objet de retracer l'évolution de leur attitude à l'égard du conflit et de la question des droits de l'homme de 1982 à l'opération de Gaza en 2008. C'est sans doute la phase méthodologique la plus importante de cette recherche. Elle permettrait de comprendre pourquoi ces personnes se sont mobilisées en 1982, comment cette expérience les a marquées, comment elles ont évolué depuis, pourquoi certaines ont continué à militer, d'autres pas, quel sens (moral/ politique) elles donnaient ou donnent à leur engagement.
- **Sur le plan théorique**, ce travail s'appuiera sur la littérature sur les mouvements sociaux : en particulier les travaux de Jasper sur le « choc moral », celui d'Elisabeth Noëlle-Neumann sur la « Spirale du silence » et aussi celui de Doug McAdam sur l'évolution des militants pour les droits civiques aux Etats-Unis. Il s'appuiera également sur l'abondante littérature qui existe depuis plus de vingt ans en Israël sur les mouvements de protestation.

Résultats attendus

Ce projet débouchera sur des publications de recherche dans des revues scientifiques internationales et sur un ouvrage.

Il permettra d'offrir aux enseignants et aux étudiants de Sciences Po un outil de connaissance et de réflexion sur l'évolution de la société israélienne, dont le poids dans les équilibres régionaux reste considérable.

Il permettra aussi de renforcer la présence de Sciences Po sur ce sujet dans les colloques internationaux et de développer un réseau d'experts avec des chercheurs et des doctorants israéliens et européens.